**Analyse de la sentence arbitrale rendue le 10 novembre 2020
par le Tribunal Arbitral du Sport dans l'affaire Iannone**

1) Le tribunal arbitral :

- Hamid Gharavi, (Président), Iranien et Français, Docteur en droit, avocat aux Barreaux de Paris et de New York, Arbitre dans de nombreuses instances internationales (<http://www.derainsgharavi.com/fr/lawyers/hamid-gharavi/>) ;
- Franco Frattini, (Arbitre choisi par Iannone), Italien, Homme politique et juge, député, Ministre des Affaires Étrangères à deux reprises, commissaire européen (https://en.wikipedia.org/wiki/Franco_Frattini) ;
- Michael J. Beloff, (Arbitre choisi par la FIM et la WADA), Britannique, Barrister et juge, Ancien d'Eton et Oxford (https://en.wikipedia.org/wiki/Michael_Beloff).

Autant dire qu'étaient ainsi réunis des juristes d'une très grande expérience et de très haut niveau, ce qui a certainement joué un rôle dans la sévérité avec laquelle ils ont examiné le recours formé par Andrea Iannone contre la décision du Tribunal Disciplinaire International (CDI en anglais) de la FIM.

2) Les faits

Andrea Iannone a été soumis à un contrôle anti-dopage le 3 novembre 2019 à Sepang. L'analyse a révélé la présence d'un produit interdit, la Drostanolone, un stéroïde androgène anabolisant, dans une concentration d'environ 1,5ng/ml et, le 16 décembre 2019, la FIM a informé Andrea Iannone qu'il était suspendu à titre provisoire à compter du 17 décembre 2019.

Andrea Iannone a demandé un contrôle de l'échantillon B, qui a lui aussi été positif, à une concentration d'environ 1,2ng/ml.

La Drostanolone est interdit sans qu'un seuil soit fixé, ce qui signifie que l'infraction est constituée quelle que soit la concentration constatée dans l'échantillon.

La FIM a indiqué à Andrea Iannone qu'il passerait devant le CDI le 4 février 2020 et Andrea Iannone, pour sa défense, affirmait qu'il avait à son insu ingéré de la viande contaminée au Drostanolone et que la présence de cet anabolisant dans son organisme en était la conséquence.

Son but était d'éviter la suspension de quatre ans encourue aux termes de l'article 10.2 du Code anti-dopage de la FIM, sauf s'il est établi que la violation du code n'était pas intentionnelle.

Le CDI a estimé que Andrea Iannone apportait des éléments suffisants pour considérer qu'il était probable qu'il avait involontairement absorbé la substance concernée, mais il a estimé aussi que Andrea Iannone avait commis une imprudence légère en absorbant de la viande sans se préoccuper de savoir si elle pouvait contenir des anabolisants, de sorte qu'il ne pouvait pas prétendre à être exonéré de toute suspension, mais qu'il pouvait bénéficier d'une suspension réduite.

Andrea Iannone a été suspendu pour une durée de dix-huit mois à compter du 17 décembre 2019, ses résultats obtenus postérieurement au 1^{er} novembre 2019 étant annulés.

Andrea Iannone a interjeté appel de cette décision, et la WADA (World Anti Doping Agency) aussi.

3) L'arbitrage

Andrea Iannone a nommé Monsieur Frattini comme arbitre, et il a demandé que l'Italien soit la langue de l'arbitrage. La FIM a nommé Monsieur Beloff, et s'est opposée à l'usage de l'Italien et, soulignant que Andrea Iannone avait soumis son mémoire d'appel en anglais, a demandé que l'arbitrage se tienne en anglais.

L'appel de la WADA a été joint à celui de Iannone et la WADA a indiqué choisir le même arbitre que la FIM.

Le TAS a désigné Monsieur Gharavi comme président du Tribunal arbitral.

Andrea Iannone avait demandé une audience publique mais, en raison de l'épidémie de Covid-19, ce fut refusé.

L'audience a eu lieu le 15 octobre 2020, pour partie à Lausanne et pour partie par vidéo conférence, a réuni de 9h du matin à 18h30 les personnes suivantes, outre les arbitres :

- Pour Andrea Iannone :
 - o Monsieur Antonio De Rensis, avocat
 - o Professeur Pascal Kintz, Expert,
 - o Professeur Alberto Salomone, Expert,
 - o Professeur Andrea Formigoni, Expert,
 - o Madame Mara Pradelli, Interprète,
 - o Monsieur Massimo Rivola, CEO Aprilia Racing

- Pour WADA :
 - o Monsieur Ross Wenzel, Avocat
 - o Monsieur Anton Sotir, Avocat,
 - o Dr Olivier Rabin, Expert (vidéo)
 - o Professeur Bruno Le Bizec, Expert,
 - o Dr Detlef Thieme, Expert,
 - o Professeur Peter Van Eenoo, Expert (vidéo)

- Pour la FIM :
 - o Monsieur Jiri Janak, Avocat (vidéo)
 - o Monsieur Jan Stovicek, Membre du board de la FIM (vidéo)
 - o Madame Sara Moreno, juriste de la FIM

a) Demandes et arguments d'Andrea Iannone

Andrea Iannone demandait au TAS d'annuler toute sanction, ou subsidiairement de réduire la sanction décidée par le CDI en la remplaçant par une réprimande sans suspension, ou plus subsidiairement encore à une suspension réduite à un an.

Pour sa défense, il indique avoir été prudent puisqu'il ne mangeait de la viande que dans des restaurants haut de gamme, qu'il n'avait jamais été positif depuis le début de sa carrière, et qu'il a fait tout ce qui était possible pour démontrer que l'absorption était involontaire et qu'il n'avait commis aucune négligence.

Il a versé aux débats :

- des attestations de trois personnes certifiant qu'il est un gros consommateur de viande,
- des reçus du Sama Sama Hotel (Malaisie) et un e-mail qu'il leur a adressé le 27 juillet 2020 demandant l'origine de la viande qu'il y avait consommée les 30 et 31 octobre ainsi que les 2 et 3 novembre,
- la preuve d'un débit bancaire de 561,07 € au profit d'un restaurant Marini's on 57 en Malaisie,

- une attestation de Monsieur Paolo Campinoti, décrit comme un ami de la famille, affirmant avoir téléphoné au propriétaire du Marini's on 57 pour lui demander l'origine de la viande et s'être vu opposer un refus pour ne pas endommager la réputation de l'établissement.

À l'audience, pour la première fois et sur interrogation des arbitres, Andrea Iannone a précisé avoir mangé de la viande de bœuf à ces occasions. Il a ajouté avoir aussi mangé un ragoût contenant du bœuf, le 3 novembre 2019, fourni par un traiteur présent sur le circuit.

Les experts présentés par Andrea Iannone affirment que la Drostanolone est fréquemment utilisée comme agent de croissance dans l'élevage, que la Malaisie importe de la viande de nombreux pays et en particulier de Chine, connue pour avoir des soucis de contamination. Ils soulignent que le test pratiqué sur les cheveux de Iannone prouvent qu'il n'y avait pas d'usage régulier de cette substance et donc qu'il est très probable que la contamination de l'organisme de Iannone ait été ponctuelle et involontaire.

Andrea Iannone a conclu qu'on ne pouvait pas exiger d'un sportif qu'il fournisse la preuve formelle de la contamination de la viande puisqu'il ne peut pas emporter des échantillons de tout ce qu'il mange.

- **Position et arguments de la FIM et de la WADA**

La FIM a demandé au TAS de rejeter la demande d'annulation de sanction présentée par Andrea Iannone mais a suggéré que la période de suspension soit réduite à un an au lieu de dix-huit mois, compte tenu du caractère involontaire de l'infraction au code anti-dopage.

La WADA a été bien plus virulente : Selon elle, la présence de la substance interdite n'est pas contestée, et Andrea Iannone n'apporte pas la moindre preuve de l'ingestion involontaire qu'il invoque ; la WADA indique que si le TAS acceptait cette excuse, tous les athlètes n'auraient qu'à invoquer l'absorption avec des aliments, sans la moindre preuve, pour échapper aux sanctions. La Wada conclut que le dopage doit être considéré comme intentionnel, faute de preuve du contraire, et la sanction doit être de quatre années de suspension.

- **Arguments et décision du TAS**

- En préambule, le Tribunal rappelle que le nœud du problème est l'application des dispositions des articles 10.2, 10.4, 10.5 du Code Anti Dopage (ADC).

Article 10.2 ADC :

The period of Ineligibility shall be four years where: [t]he anti-doping rule violation does not involve a Specified Substance, unless the Rider or other Person can establish that the anti-doping rule violation was not intentional.

Le Tribunal en conclut que c'est à l'athlète poursuivi pour une infraction au code anti dopage de prouver que l'infraction était involontaire, étant précisé que l'article 3.1 du Code dispose que la preuve sera considérée apportée selon des probabilités, pas nécessairement des preuves formelles.

Les articles 10.4 et 10.5 traitent des cas où, en plus d'être involontaire, l'infraction ne relève d'aucune faute ou négligence (10.4) et, en cas d'ingestion de produits contaminés (10.5.1.2), d'aucune faute ou négligence majeure (10.5.2), ce qui permet soit d'annuler complètement la sanction, soit de la réduire.

En conséquence, pour éviter la peine de quatre années de suspension de l'article 10.2, l'athlète doit soit prouver qu'il est plus probable qu'il n'ait pas eu l'intention de se doper et, pour la réduire, il doit démontrer qu'il n'a commis aucune faute ni négligence et prouver l'origine de la substance interdite.

Certes, le TAS dans les affaires Lawson et Jamnicky, a semblé adoucir sa jurisprudence à cet égard mais le Tribunal souligne qu'il n'est aucunement tenu de respecter ces décisions comme des précédents et que, d'ailleurs, elles semblent isolées.

- Sur l'appel formé par la WADA, le Tribunal rappelle que Andrea Iannone doit en premier lieu apporter la preuve d'avoir consommé de la viande, et également prouver de quelle viande précisément il s'agit, et que la question de savoir d'où provenait cette viande, puis si elle était contaminée, se posera seulement ensuite, si la preuve de l'ingestion de viande est faite.

Au passage, le Tribunal indique « ne pas être particulièrement impressionné » par la décision du CDI. Il souligne que le CDI a considéré comme acquis et probant que Iannone soit un gros consommateur de viande rouge et blanche, sans faire référence à ce qui aurait été mangé exactement, et de quelle origine.

De même, le Tribunal trouve difficile de comprendre comment le CDI peut passer d'une simple probabilité de contamination par de la viande (« Il y a une probabilité pour que l'hypothèse présentée [par Iannone] soit correcte ») à la conclusion que Andrea Iannone a effectivement apporté la preuve qui lui incombe.

Or, « le Tribunal estime que Monsieur Iannone a échoué en tout point à prouver ce que la loi requiert qu'il prouve. »

- Sur le dîner au Marini's on 57, il n'y a absolument aucune preuve que Andrea Iannone ait consommé de la viande ; le Pr Salomone, qui relève la présence de deux plats de bœuf Wagyu au menu de ce restaurant, ne prétend pas que Andrea Iannone en ait consommé et ne dit même pas que Andrea Iannone le lui aurait dit, et il semble même qu'il ne le lui a même pas demandé, alors qu'il en a eu de multiples occasions puisqu'il assiste Iannone depuis longtemps. De même, aucun témoignage ne vient confirmer ce qu'il a mangé, alors que Iannone a affirmé avoir été accompagné d'environ cinq personnes lors de ce repas, et même à l'audience Andrea Iannone a seulement dit avoir mangé « un gros steak » sans être capable d'identifier plus précisément le plat qu'il aurait commandé.

Aucun effort n'a été entrepris par Andrea Iannone pour prouver ce qu'il a consommé, en dehors d'un simple relevé bancaire et, quand le panel lui a demandé pourquoi il n'avait pas la note du restaurant, il a seulement dit qu'il avait dû être égaré par le membre de son entourage qui avait payé la note en utilisant sa carte. Et il n'a pu donner aucune raison convaincante pour justifier qu'il n'ait pas demandé un duplicata au restaurant.

« Le panel ne comprend pas qu'un sportif professionnel, accompagné d'un team de techniciens, de juristes et de professionnels du sport, affirmant que l'infraction résulte de la consommation de viande rouge, et sachant que sa carrière professionnelle est en jeu, n'a pas entrepris les efforts pour au moins essayer d'obtenir un duplicata qui pourrait soutenir sa cause. »

Quant à l'attestation de Monsieur Campinoti, elle est vague et ne contient rien pouvant attester de ce que Andrea Iannone a mangé, ou des efforts accomplis pour obtenir un duplicata. Monsieur Campinoti dit qu'il a essayé de joindre le propriétaire du Marini's on 57 sans indiquer le nom de son interlocuteur, sans indication de la date de cet appel, et de surcroît il n'aurait pas cherché à prouver ce que Andrea Iannone a mangé ou quels plats ont été commandés, mais seulement à savoir l'origine de la viande habituellement servie dans ce restaurant, sans aucun détail de plat ni date de repas. Le TAS estime qu'elle n'apporte rien dans le dossier.

Et il est incompréhensible que les conseils de Monsieur Iannone, ou Andrea Iannone lui-même, n'aient pas suivi cet appel téléphonique d'une demande écrite.

- Sur le séjour à l'hôtel Sama Sama, une fois encore, Andrea Iannone n'apporte aucune preuve de ce qu'il y a mangé. Il produit des notes de restaurant mais qui font apparaître surtout des commandes de blancs de poulet, les 30 octobre, 1^{er} et 2 Novembre, il y a certes une note de deux déjeuner au buffet mais Andrea Iannone a reconnu à l'audience que ces repas avaient été pris par sa compagne et une amie, puisqu'il était pour sa part sur le circuit à ce moment-là.

Interrogé par les arbitres sur quelle viande rouge précisément il avait consommé, Andrea Iannone a répondu avoir mangé de la viande, du bœuf, sans autre précision.

Interrogé sur le point de savoir pourquoi ce plat ne figure sur aucun des reçus communiqués, Andrea Iannone a répondu que l'hôtel avait dû faire une erreur en établissant les reçus.

Les arbitres n'ont pas été impressionnés par ces réponses improvisées, vagues, et basées sur des préjugés quant à la compétence du personnel des établissements hôteliers en Malaisie.

En tout état de cause, absolument rien ne vient prouver que Andrea Iannone ait effectivement mangé du bœuf, plutôt que l'un des six blancs de poulet figurant sur la facture de l'hôtel.

Certes, Andrea Iannone a envoyé un e-mail à l'hôtel Sama Sama, mais seulement le 27 juillet 2020, à réception du mémoire de la WADA mettant en évidence son manquement à effectuer des investigations, et après la rédaction des rapports de ses experts.

De plus, dans cet e-mail il ne donne pas davantage de précision sur ce qu'il aurait consommé (« some meat »), il ne souligne pas l'importance de cette question, et il n'a jamais relancé l'hôtel.

Les arbitres disent qu'ils ne comprennent pas pourquoi cette demande n'a pas été adressée par son avocat, de façon ferme et détaillée.

Interrogé à l'audience sur ce point, Andrea Iannone prétend avoir envoyé d'autres e-mails précédemment mais les avoir perdus, et les arbitres notent n'avoir aucune preuve de ces prétendus envois, et que l'e-mail du 27 juillet n'y fait aucunement référence.

- Enfin, sur le ragoût au bœuf qui aurait été ingéré sur le circuit le jour de la course, les arbitres relèvent :
 - o Que cet argument a été évoqué pour la première fois devant lui lors de l'audience par le Pr Salomone,
 - o Que c'est la première fois qu'il est soulevé alors qu'il ne l'a pas été ni devant le CDI ni dans la procédure écrite devant le TAS,
 - o Que cet argument n'a été évoqué que sur question des arbitres,
 - o Que Iannone n'a fourni aucune information détaillée sur le genre de ce ragoût,
 - o Que Iannone n'a donné aucune explication sur la raison pour laquelle il n'avait pas évoqué ce ragoût plus tôt,
 - o Que Iannone n'a fait aucune investigation sur ce ragoût et sa provenance, en dépit de l'importance de prouver ce qu'il a mangé pour soutenir sa thèse et sa cause et sauver sa carrière professionnelle.

En conclusion, les arbitres ne sont pas convaincus par cette histoire de ragoût.

Plus généralement, les arbitres trouvent que Andrea Iannone n'a fait que peu d'efforts pour tenter de soutenir sa thèse, ce qui contraste avec l'affaire Jamnicky, où les arbitres ont reconnu qu'il avait fait tout ce

qui était en son pouvoir, ou l'affaire Lawson, où l'athlète a apporté la preuve, par des reçus de restaurants, non seulement la nature précise de la viande qu'il avait consommée, mais aussi les parties de l'animal qu'il avait ingérées, susceptibles d'avoir reçu des injections de stéroïdes.

Mais de toute façon, Andrea Iannone a aussi manqué à son obligation de prouver que la viande qu'il aurait consommée, s'il avait apporté des preuves de cette consommation, pourrait avoir été contaminée à la Drostanolone.

- Il n'a établi la provenance d'aucune des viandes qu'il prétend avoir consommées,
- Il n'apporte aucune preuve des efforts qu'il aurait faits pour établir cette provenance,
- Il se contente de généralités et de spéculations sur la contamination de la viande en Asie,

Or, Singapour et la Malaisie ne sont pas cités comme ayant des problèmes de viande contaminée.

Le seul fait que 0,23% de la viande consommée en Malaisie provienne de Chine n'est pas probant puisque, outre que cette proportion est très faible, rien ne prouve que cette viande soit forcément contaminée.

Au contraire, le Pr Ven Eenoo et le Dr Rabin affirment que la Malaisie ne présente pas un risque élevé de contamination de la viande par des stéroïdes.

Andrea Iannone n'apporte pas le moindre élément prouvant que des cas de contamination se sont produits en Malaisie. Le simple fait que la Drostanolone puisse être achetée sur Internet, et qu'elle puisse être utilisée sur le bétail n'est pas une preuve que ce fut le cas pour la viande qu'il dit avoir consommée.

De plus, cinq ou six anabolisants sont autorisés par la Malaisie (et par les principaux pays exportant de la viande en Malaisie : Nouvelle Zélande, Australie, États-Unis) de sorte qu'il serait aberrant pour un éleveur d'utiliser la Drostanolone, interdite, plutôt que des produits analogues et autorisés.

Dès lors, Andrea Iannone prouve seulement qu'il est possible d'utiliser de la Drostanolone comme agent de croissance du bétail, mais il ne prouve pas que ce soit le cas, même pas en Malaisie, et encore moins que ce fut le cas de la viande qu'il prétend avoir consommée.

Il n'a finalement fourni aux arbitres que des protestations d'innocence, l'absence d'infraction plus ancienne, et son absence alléguée d'intérêt à se doper. Ces éléments ne sont pas de nature à établir qu'il soit probable que le dopage fut non intentionnel.

Certes, Andrea Iannone affirme que procéder à une seule administration de Drostanolone ne sert à rien pour son sport, mais la WADA soulève qu'il a pu le faire pour favoriser sa récupération après sa blessure subie en septembre à San Marino, ou même pour améliorer son apparence physique sur Instagram, et ces hypothèses ne sont pas moins probables que celles émises par Andrea Iannone.

Or, du fait qu'il est exigé de l'athlète contrôlé positif qu'il apporte des éléments suffisants pour convaincre les arbitres que l'ingestion était non intentionnelle, s'il manque à cette obligation, alors la conséquence est automatiquement que le dopage est supposé intentionnel. Il n'y a pas de présomption d'innocence en la matière.

Les arbitres n'ont donc pas à apporter les éléments de preuve les convaincant que l'absorption a été intentionnelle : il leur suffit de dire en quoi l'athlète ne les convainc pas d'une absorption involontaire pour que le dopage soit réputé intentionnel et que l'athlète encoure automatiquement la sanction de quatre années de suspension prévue par l'article 10.2., outre la privation de ses résultats sportifs entre le 1^{er} novembre et le 16 décembre 2019.

- Sur l'appel formé par Andrea Iannone

Le Tribunal se contente de dire qu'ayant fait droit à l'appel de la WADA, il déboute nécessairement Iannone de son appel, pour les mêmes motifs. Il précise que les demandes de réduction de sanction présentées sont nécessairement rejetées aussi.

Conclusion

La sentence arbitrale peut difficilement être critiquée.

Leur analyse des textes applicable est précise et exacte en droit, leur examen des preuves apportées par Andrea Iannone est rigoureux, et leur raisonnement est irréprochable.

Finalement cette sentence pointe :

- La rigueur extrême des textes, que ce soit en ce qui concerne la sévérité des sanctions automatiques, ou l'exigence de preuve pesant sur l'athlète contrôlé, mais ces textes sont le reflet, appliqué au sport moto, des textes internationaux sur le sujet, notamment le code mondial anti dopage,
- L'indulgence fautive des instances disciplinaires de la FIM, qui n'ont pas correctement appliqué les textes pour pouvoir réduire la peine de suspension de Andrea Iannone,
- Et surtout l'extrême négligence de l'équipe juridique et technique de Andrea Iannone dans la constitution du dossier.

Quels enseignements en tirer ?

Idéalement le sportif de haut niveau devrait ne consommer que des mets certifiés ne contenant aucune substance interdite, voire conserver des échantillons de tout ce qu'il mange, pour analyse future.

Mais à tout le moins, s'il est pris et qu'il entend soulever l'absorption involontaire dans un plat qu'il a consommé, alors il doit démontrer faire tout son possible pour essayer d'établir que c'est une possibilité crédible.

Le dossier Iannone a été insuffisamment préparé par ses défenseurs, et Andrea Iannone lui-même n'a visiblement pas été assez préparé aux interrogatoires, au vu des réponses affligeantes qu'il a données aux arbitres lors de l'audience.

Encore une fois, ce ne sont pas les arbitres qui ont décidé que dix-huit mois n'était pas une sanction suffisante, et de le condamner à quatre ans à la place. C'est le propre règlement anti-dopage de la FIM.

Fait à Paris, le 18 novembre 2020

Jérôme Henry

Avocat à la Cour

4, rue Brunel, 75017 Paris, France

Tel : +331 4055 4500

Fax : +331 4055 4501

Mob : +336 7645 7965

jhenry@logelbach.com